

"L'adhésion à l'UE plus que jamais menacée" dans Prague Business Journal (21 mai 2001)

Légende: Le 21 mai 2001, le périodique économique tchèque Prague Business Journal détaille les difficultés des négociations d'adhésion à l'Union européenne et évoque le problème de la libre circulation des travailleurs.

Source: Prague Business Journal. 21.05.2001. Prague: Prague Business Journal. "EU membership threatened more than ever", auteur:Machacek, Jan.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_adhesion_a_l_ue_plus_que_jamais_menacee_dans_prague_business_journal_21_mai_2001-fr-394c8d73-11fd-4cb2-a245-8613e9813a95.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'adhésion à l'UE plus que jamais menacée

par Jan Machacek

Le: 21 mai 2001

Section: Économie politique

Ainsi, les Autrichiens et les Allemands continuent de refuser que nous, les Tchèques, nous obtenions, après notre adhésion, un emploi dans les pays actuellement membres de l'Union européenne, et ils semblent vraiment sérieux et déterminés sur la question. De plus, ces deux pays ont récemment proposé des restrictions portant sur la création d'entreprises pour les sociétés polonaises, tchèques et hongroises qui emploient des Tchèques, des Hongrois et des Polonais à l'étranger – par exemple des entreprises du bâtiment. L'Autriche et l'Allemagne ont maintenant le soutien de tous les pays de l'UE, hormis l'Espagne.

Quelles en sont les conséquences? Les chances de voir les Tchèques, les Polonais et les Hongrois parvenir, après leur adhésion, à un statut d'égalité, avec les mêmes libertés que les autres membres de l'UE, n'ont jamais semblé aussi minces. Ils s'acheminent vers un statut de seconde classe. Même provisoire, cette situation est-elle acceptable?

Et, ce qui est plus décourageant encore, comment les responsables politiques locaux vont-ils vendre ce compromis aux électeurs? Cette évolution menace l'ensemble du processus d'élargissement de l'UE.

Le fiasco de la diplomatie tchèque

Les diplomates et les responsables politiques tchèques ne protestent que faiblement contre ces propositions de restrictions. Les politiques polonais et hongrois sont plus passifs encore. La tournure inattendue que prend la politique de l'UE n'a pas été prévue du côté tchèque. Aucun travail de pression sur les élus ni de résistance n'a été organisé, et les électeurs n'ont pas été informés de l'imminence de cette crise.

Le problème est que la partie tchèque de l'UE ne lutte pas pour un idéal ou le principe de la liberté (ce qui n'est pas surprenant puisque le présent gouvernement n'a ni idéaux ni principes). Par exemple, les membres du parti social démocrate (CSSD) qui veulent vraiment amener ce pays dans l'Union européenne vendent l'adhésion aux électeurs en mettant en avant la hausse du niveau de vie et quelques biens matériels.

Toutefois, la lutte pour des idéaux et des principes peut tout aussi bien se traduire concrètement. Les idéaux et les principes ne sont pas destinés au confort des professeurs de philosophie ou d'éthique. Les partisans du CSSD présents au gouvernement et dans le corps diplomatique affirment maintenant aux représentants de l'UE que les travailleurs tchèques n'afflueront jamais dans leurs pays et qu'il n'y a donc rien à craindre. Par exemple, le nouveau patron du CSSD et ministre du travail Vladimir Spidla s'est adressé récemment à la convention paneuropéenne des partis sociaux démocrates, à Berlin. Il s'est entretenu avec le chancelier allemand Gerhard Schröder pendant une trentaine de minutes. M. Spidla a répété plusieurs fois que les inquiétudes relatives à un éventuel mouvement important de la main-d'œuvre vers l'ouest étaient totalement infondées et irréalistes. Il a tout à fait raison; il n'y a aucun danger de voir les Tchèques affluer à l'ouest. Mais quel genre de réponse a-t-il reçu à la conférence, de la part des autres participants? D'accord, alors si ces inquiétudes ne sont pas fondées, pourquoi ne pas mettre en place ces restrictions, pour être tout à fait sûrs? Puisque personne n'a à se faire de souci, pourquoi les Tchèques s'inquièteraient-ils?

Les responsables politiques tchèques se plaignent aujourd'hui, à Bruxelles, du fait qu'avec ces restrictions, leurs électeurs ne soutiendront pas l'élargissement de l'UE lors d'un référendum. «C'est votre affaire», leur dit-on à Bruxelles.

Ils auraient dû défendre la libre circulation des travailleurs comme un principe fondamental, intangible, pour leurs citoyens. C'est une chose, comme la liberté, pour laquelle ils devraient se battre, même s'il ne se trouvait pas un seul Tchèque pour souhaiter en profiter.

Cette liberté est l'un des rares idéaux vraiment nobles d'une Europe unifiée. L'Union européenne, qui n'a pas de constitution, n'en est pas si riche. Elle est cimentée par des motifs plus ou moins pragmatiques et

techniques – par exemple, le passage à une monnaie commune. Les droits de l'homme et les libertés sont garantis par les constitutions des pays membres.

Le mois dernier, le vice-ministre tchèque des Affaires étrangères, Pavel Telicka, a répété à des journalistes que cette initiative germano-autrichienne faisait partie, techniquement parlant, d'un «chapitre» spécial des négociations sur l'entrée dans l'UE. Elle n'avait rien à voir avec la demande tchèque d'une période transitoire similaire avant de permettre aux citoyens de l'Union européenne d'acheter des terres et des biens mobiliers ici, et qui fait partie d'un autre «chapitre».

Selon M. Telicka, aucun maquignonnage ne se produira entre ces chapitres, parce que c'est techniquement impossible. Romano Prodi, le président de la Commission européenne, a récemment dit exactement l'inverse. M. Prodi a déclaré que les Tchèques ne devraient pas s'étonner de cette proposition de restrictions temporaires puisque eux-mêmes, dans un autre chapitre, insistent toujours en faveur de restrictions sur la propriété foncière. Alors, qui abuse de qui?

Qui est satisfait de la situation?

L'élargissement de l'UE a ses opposants déclarés et ses adversaires de l'ombre – dans l'Union et dans les pays candidats. Certains se voilent sous un masque de neutralité ou de pragmatisme. Jusqu'à maintenant, la plupart des électeurs de l'UE sont opposés à l'élargissement, principalement parce qu'ils ne s'y intéressent pas vraiment. Leurs représentants politiques et leurs dirigeants n'ont pas mis en avant cette initiative et ne l'ont pas défendue comme un objectif important.

C'est un exemple de thème qui requiert des dirigeants politiques capables de voir au-delà d'un simple cycle électoral. L'élargissement de l'UE nécessite des dirigeants qui ne décident pas en fonction des urnes et des sautes d'humeur du public. Il a besoin d'explications, de justifications publiques et d'une vraie direction politique.

L'élargissement de l'UE a des ennemis, principalement parmi les syndicats et quelques industries de services et autres, qui se sentent menacés. Ces groupes d'intérêts se réjouissent de l'évolution actuelle.

À l'ouest, l'élargissement de l'UE est défendu par les groupes de pression des investisseurs, des entreprises multinationales et des hommes d'affaires qui souhaitent un marché plus vaste et plus stable. Il est défendu par des hommes politiques qui croient véritablement en une Europe commune plus grande. Il est défendu par ceux qui croient honnêtement qu'il contribuera à la stabilité et à la sécurité européennes. Ces responsables politiques occidentaux qui soutiennent encore sincèrement l'élargissement ont, selon toutes probabilités, sous-estimé le type de réaction que l'évolution actuelle susciterait en Europe centrale et plus particulièrement en République tchèque.

Il est désormais certain que les Tchèques trancheront par référendum la question de l'adhésion à l'UE. Les partisans de l'élargissement ont presque toujours été minoritaires. Comment mobiliser en faveur du soutien? Même sans les restrictions proposées, le soutien populaire a récemment diminué. Les populistes, les extrémistes, les communistes et ceux qui ne veulent pas renoncer à leur supériorité économique réussissent à alimenter la crainte que l'achat de nos appartements par des étrangers ne fasse flamber les prix. Il suffit d'écouter les habitants des petites villes et des villages. Les syndicats tchèques ont récemment commencé à protester contre certaines pratiques des investisseurs étrangers. La chaîne de télévision privée Nova, qui est très populaire, n'approuve pas les lois de Bruxelles sur la diffusion.

Les forces locales opposées à l'UE disposent maintenant de nouvelles cibles faciles, et leur rhétorique, simple à retenir, sera en bien des aspects difficile à combattre. La question de ces restrictions temporaires ressemble à un diktat des Autrichiens et des Allemands sur d'autres pays de l'UE. Notre population n'aime guère les diktats venant, en particulier, de ces deux pays. Cela ressemble trop à l'accord de Munich de 1938. Ce diktat nous a empêchés de voyager et de travailler librement en Europe pendant 50 ans et il y a des idéaux auxquels les personnes sont vraiment attachées. De plus, ceux qui nous ont enfermés dans le «ghetto» il y a 61 ans étaient les occupants allemands, et les communistes ne sont venus qu'après. Nous pouvons être

certaines que ces ressentiments seront abondamment utilisés par les opposants locaux à l'adhésion.

Il sera âprement reproché aux partis politiques qui restent partisans de l'adhésion à l'UE d'avoir fait trop de compromis, de ne pas avoir défendu les intérêts nationaux, de s'être prosternés devant les lubies de Bruxelles, et de nous avoir vendus à l'Allemagne comme une colonie au lieu de mettre en place une adhésion à part entière, etc.

Ces dernières évolutions ne devraient pas obliger les politiciens tchèques honnêtes à abandonner une politique favorable à l'UE. Ils ne devraient pas renoncer aux négociations et ils devraient faire leur possible pour parvenir à une harmonisation législative et améliorer la croissance économique. Ils devraient libéraliser unilatéralement notre marché du travail en direction des citoyens de l'UE, comme geste de bonne volonté, et renoncer à nos exigences stupides sur des mesures contrariant l'accès à la propriété foncière et immobilière pour les étrangers, après l'entrée dans l'UE.

Les scénarios nous laissant hors de l'UE paraissent catastrophiques. La politique tchèque ne semble pas très saine, mais l'objectif de l'entrée dans l'Union européenne l'a rendue un peu plus présentable, disciplinée et rationnelle. À côté de l'harmonisation législative avec l'UE, les résultats actuels ne sont que gâchis, bataille d'intérêts particuliers, corruption et lutte pour le pouvoir. D'autre part, il faut convaincre les électeurs d'adopter une attitude favorable vis-à-vis de l'UE. Il va maintenant devenir très difficile de défendre politiquement ces objectifs, et de réussir à les vendre aux électeurs.

Jan Machacek publie chaque semaine ses chroniques dans le Prague Business Journal, un magazine politique et économique. Il a gagné des prix de journalisme et a écrit pour l'hebdomadaire d'investigation Respekt.